

SELON JAVIER ZUNIJIA DE AMNESTY INTERNATIONAL

## "Aucune expérience d'amnistie n'a réussi dans le monde"

**A**mnesty International (AI) a exposé, hier, les diverses expériences des pays ayant adopté une amnistie générale dans le monde. C'est, en effet, à l'occasion d'une rencontre organisée à Alger par l'alliance des familles de disparus (Somoud, SOS-Disparus, ANFD et le Collectif de France des familles de disparus) que la délégation de cette ONG internationale, présente au grand complet (Philip Hensmans, le chef de la délégation, Javier Zunija, l'expert mexicain en matière d'amnistie, et les deux délégués d'AI, Uta Simon et Philip Luther) a mis en avant ses arguments. "Aucune expérience d'amnistie générale n'a réussi dans le monde!" a expliqué d'entrée Javier Zunija. "Que ce soit en Argentine, au Chili, au Pérou, au Guatemala ou en Uruguay, le résultat a été le même", dit-il, cité par Ali Merabet le président

de Somoud, contacté par nos soins hier au téléphone. En ce sens que "là où elle a été décidée, l'amnistie n'a pas marché".

Son explication à l'échec de cette démarche réside dans le fait que "après coup, les pays ayant opté pour l'amnistie sont revenus pour rechercher la vérité et la justice". "Une amnistie qui balaiera et qui ignorerait les crimes commis n'est pas recevable", précise-t-il encore.

C'est pour cette raison que l'expert recommandera que "toute amnistie devrait se faire après l'établissement de la justice et de la vérité", dira Ali Merabet. "Une commission d'enquête pour l'établissement de la vérité" est dès lors revendiquée par Javier Zunija pour lequel "la réparation des victimes doit être institutionnalisée". La délégation d'AI a également écouté les positions des associations de disparus sur cette question. "Nous

avons expliqué que nous n'étions pas contre la réconciliation à condition de mettre en place des mécanismes pour la vérité sur les deux types de disparus et pour la justice à l'image de la justice de transition que propose Somoud", a relevé Ali Merabet.

Aussi s'est-il agi pour les membres de l'alliance de rejeter "une amnistie générale telle que présentée par Bouteflika et qui ignorerait les droits des victimes et la nécessité de leur réparation", indiquera encore Merabet pour lequel "les terroristes doivent reconnaître leurs crimes, les regretter et demander pardon". Critiquant le mécanisme ad hoc sur la question des disparus, l'alliance des familles de disparus a considéré, dira Merabet, que "Ksentini a lamentablement échoué et est passé à côté de sa mission de rétablir la vérité sur la question des disparus".

**NADIA MELLAL**

**Liberté 21.05.2005**